

REFERES

ORDONNANCE N°

DOSSIER N° : N° RG 20/02050 - N° Portalis DBYH-W-B7E-JXQR

AFFAIRE : S.N.C. KLEPIERRE ECHIROLLES C/ E.U.R.L. TECHNI3D, S.A.R.L. L35 ARCHITECTES, S.A.S. BETEM LANGUEDOC ROUSSILLON, S.A. SCYNA 4, S.A.R.L. ARCORA, S.A.S. IBSE INGENIERIE, E.U.R.L. Mi2S INGENIERIE, S.A.S. SXD, S.A. ORANGE, S.A. La Société Française de Radiotéléphone (SFR), S.A. ENEDIS, S.A. EAUX DE GRENOBLE ALPES, Société d'économie mixte LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DES TRANSPORTS PUBLICS DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE (SEMITAG), Société d'économie mixte LA COMPAGNIE DE CHAUFFAGE INTERCOMMUNALE DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE (CCIAG), S.A.S. DAUPHINE ISOLATION ENVIRONNEMENT, E.U.R.L. BAJAT DECONSTRUCTION

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE

ORDONNANCE DE REFERE RENDUE LE 04 NOVEMBRE 2020

Par Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président du Tribunal judiciaire de GRENOBLE, assisté de Florine PERRIN, Greffier ;

ENTRE :

Le : 04 Novembre 2020

DEMANDERESSE

Copie exécutoire
et copie à :
la SELARL CDMF
AVOCATS
Me Maeva ROCHET

S.N.C. KLEPIERRE ECHIROLLES Agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 26 boulevard des Capucines - 75009 PARIS

Copie à :
E.U.R.L. TECHNI3D
S.A.R.L. L35
ARCHITECTES S.A.S.
BETEM
LANGUEDOC
ROUSSILLON
S.A. SCYNA 4
S.A.R.L. ARCORA
S.A.S. IBSE
INGENIERIE E.U.R.L.
Mi2S INGENIERIE
S.A.S. SXD
S.A. ORANGE
S.A. ENEDIS
LA COMPAGNIE DE
CHAUFFAGE
INTERCOMMUNALE
DE L'AGGL
OMERATION
GRENOBLOISE
(CCIAG)
S.A.S. DAUPHINE
ISOLATION
ENVIRONNEMENT
E.U.R.L. BAJAT
DECONSTRUCTION

représentée par Maître Nicolas NAHMIAS du cabinet ADDEN AVOCATS, avocats au barreau de PARIS (plaidant) et Maître Maeva ROCHET, avocat au barreau de GRENOBLE (postulant)

D'UNE PART

ET :

DEFENDERESSES

E.U.R.L. TECHNI3D Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 42 boulevard Antonio Vivaldi - 42000 SAINT ETIENNE

non comparante

S.A.R.L. L35 ARCHITECTES Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 26 rue de Charonne - 75011 PARIS

non comparante

S.A.S. BETEM LANGUEDOC ROUSSILLON Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 2 rue Patrice Lumumba - 34070 MONTPELLIER

non comparante

S.A. SCYNA 4 Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 5 Place des Bouleaux - 94200 IVRY-SUR-SEINE

non comparante

S.A.R.L. ARCORA Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 18 rue des deux gares - 92500 RUEIL-MALMAISON

non comparante

S.A.S. IBSE INGENIERIE Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 2 rue de la Viscose - 38130 ECHIROLLES

non comparante

E.U.R.L. Mi2S INGENIERIE Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 4 rue Emilie Boisseau - 93460 GOURNAY-SUR-MARNE

non comparante

S.A.S. SXD Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 46 avenue du Général Leclerc - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

non comparante

S.A. ORANGE Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 78 rue Olivier de Serres - 75015 PARIS

non comparante

S.A. La Société Française de Radiotéléphone (SFR) Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 16 rue du Général Alain de Boissieu - 75015 PARIS

non comparante

S.A. ENEDIS Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 34 Place des Corolles - 92079 PARIS LA DEFENSE CEDEX

non comparante

S.A. EAUX DE GRENOBLE ALPES Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 50 rue Jean Vaujany - 38100 GRENOBLE

représentée par Maître FESSLER, avocats au barreau de GRENOBLE

LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DES TRANSPORTS PUBLICS DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE (SEMITAG) Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 15 rue Salvador Allende - 38130 ECHIROLLES

représentée par Maître Denis DREYFUS de la SELARL CDMF AVOCATS, substitué par Maître DJERBI, avocats au barreau de GRENOBLE

LA COMPAGNIE DE CHAUFFAGE INTERCOMMUNALE DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE (CCIAG) Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 25 avenue de Constantine - 38100 GRENOBLE

non comparante

S.A.S. DAUPHINE ISOLATION ENVIRONNEMENT Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 10 rue Chastagnier - 26200 MONTELIMAR

représentée par Monsieur GICQUEL

E.U.R.L. BAJAT DECONSTRUCTION Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 755 route de Michalet Lieudit Le Buron - 38780 EYZIN-PINET

représentée par Monsieur BAJAT

D'AUTRE PART

Vu l'assignation en date du 02 Septembre 2020 pour l'audience des référés du 23 Septembre 2020 ;

A l'audience publique du 23 Septembre 2020 tenue par Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président assisté de Florine PERRIN, Greffier après avoir entendu les avocats en leurs plaidoiries, l'affaire a été mise en délibéré et le prononcé de la décision renvoyé au 04 Novembre 2020, date à laquelle Nous, Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président, avons rendu par mise à disposition au Greffe l'ordonnance dont la teneur suit :

FAITS - PROCÉDURE ET PRÉTENTIONS DES PARTIES

Les bâtiments de l'actuel centre commercial GRAND PLACE sis 55 Grand Place à Grenoble, propriété de la société KLEPIERRE par le biais de deux filiales, font l'objet d'un programme de rénovation et d'extension. La SNC KLEPIERRE ECHIROLLES, est maître d'ouvrage de ce programme.

Les travaux à venir se divisent en différentes phases dont notamment des travaux de désamiantage, des travaux de démolition de la galerie d'Echirolles et de l'actuelle jonction avec la galerie de l'hypermarché Carrefour et des travaux de construction de la nouvelle extension et du parc de stationnement.

Ces travaux futurs sont susceptibles d'endommager les ouvrages existant situés à proximité. La SNC KLEPIERRE ECHIROLLES a, alors, fait assigner devant le juge des référés du Tribunal Judiciaire de Grenoble a fin de voir ordonner une mesure d'expertise judiciaire préventive :

- L'établissement public GRENOBLE ALPES METROPOLE
- La COMMUNE D'ECHIROLLES
- La SAS EGIS
- L'association AFUL de l'ensemble Immobilier Grand Place
- La société Immobilière CARREFOUR
- La société CARMILA FRANCE
- La COMMUNE DE GRENOBLE

Par ordonnance en date du 6 mai 2020 (n° RG 20/309), il a été fait droit à cette demande et Monsieur Jean-François BENOIT a été désigné en qualité d'expert judiciaire .

Suite à l'élaboration d'un planning des travaux, différentes entreprises ont été désignées pour les différents lots.

Par exploits d'huissiers en date des 28 et 31 août 2020 et des 1^{er} et 2 septembre 2020 la SNC KLEPIERRE ECHIROLLES a fait assigner devant le juge des référés du Tribunal Judiciaire de Grenoble :

- L'EURL TECHNI3D
- La SARL L35 ARCHITECTES
- La SAS BETEM LANGUEDOC ROUSSILLON
- La SA SCYNA 4
- La SARL ARCORA
- La SAS IBSE INGENIERIE
- L'EURL Mi2S INGENIERIE
- La SAS SXD
- La SA ORANGE
- La SA Société Française de Radiotéléphone
- La SA ENEDIS
- La SA EAUX DE GRENOBLE ALPES
- La SEMITAG
- La Société d'Économie Mixte LA COMPAGNIE DE CHAUFFAGE INTERCOMMUNALE DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE
- La SAS DAUPHINE ISOLATION ENVIRONNEMENT
- L'EURL BAJAT DECONSTRUCTION

afin de leur voir déclarées communes et opposables les opérations d'expertise judiciaire préventive confiées à Monsieur Jean-François BENOIT, par ordonnance en date du 6 mai 2020 (n° RG 20/309).

Par conclusions en réponse, la SEMITAG a formulé protestations et réserves quant à la demande d'expertise judiciaire.

Par déclaration à l'audience, la SAS DAUPHINE ISOLATION ENVIRONNEMENT, l'EURL BAJAT DECONSTRUCTION et la SA EAUX DE GRENOBLE ALPES ont déclaré ne pas s'opposer à l'expertise et formuler protestations et réserves.

Assignés à personnes habilitées l'EURL TECHNI3D, la SARL L35 ARCHITECTES, la SAS BETEM LANGUEDOC ROUSSILLON, la SA SCYNA 4, la SARL ARCORA, la SAS IBSE INGENIERIE, l'EURL Mi2S INGENIERIE, la SAS SXD, la SA ORANGE, la SA Société Française de Radiotéléphone, la SA ENEDIS, la Société d'Économie Mixte LA COMPAGNIE DE CHAUFFAGE INTERCOMMUNALE DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE n'ont pas constitué avocat et ne se sont pas présentés à l'audience. Il sera donc statué par jugement réputé contradictoire conformément aux dispositions de l'article 474 du code de procédure civile.

SUR QUOI

L'article 145 du Code de procédure civile dispose que s'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé.

Justifie d'un motif légitime au sens de ce texte la partie qui démontre la probabilité de faits susceptibles d'être invoqués dans un litige éventuel.

En l'espèce, il est établi que la SNC KLEPIERRE ECHIROLLES doit faire réaliser divers travaux de désamiantage, destruction et construction sur les bâtiments de l'actuel centre commercial de GRAND PLACE et à proximité de ceux-ci. Il n'est pas contesté que ces réalisations pourraient endommager les ouvrages se situant à proximité. Suite à l'attribution des différentes lots de travaux, le maître d'ouvrage souhaite appeler à la cause les nouvelles entreprises désignées ainsi que les exploitants de réseaux dont les installations se trouvent à proximité afin de leur rendre opposables les constatations de l'expert.

Dans ces conditions, eu égard aux désordres qui pourraient être créés à raison de leur mission, par certains appelés à la cause d'une part et aux désordres qui pourraient survenir sur les biens et droits des autres appelés à la cause d'autre part, la SNC KEPIERRE ECHIROLLES justifie d'un motif légitime à voir ordonner l'extension de la mesure d'expertise préventive suite à la décision rendue dans le dossier enrôlé sous le n° RG 20/309 à :

- L'EURL TECHNI3D
- La SARL L35 ARCHITECTES
- La SAS BETEM LANGUEDOC ROUSSILLON
- La SA SCYNA 4
- La SARL ARCORA
- La SAS IBSE INGENIERIE
- L'EURL Mi2S INGENIERIE
- La SAS SXD
- La SA ORANGE
- La SA Société Française de Radiotéléphone
- La SA ENEDIS
- La SA EAUX DE GRENOBLE ALPES
- La SEMITAG
- La Société d'Économie Mixte LA COMPAGNIE DE CHAUFFAGE INTERCOMMUNALE DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE
- La SAS DAUPHINE ISOLATION ENVIRONNEMENT
- L'EURL BAJAT DECONSTRUCTION

PAR CES MOTIFS

Nous Juge des Référés,

Statuant publiquement par mise à disposition au greffe en application des articles 450 à 453 du code de procédure civile, les parties préalablement avisées, par ordonnance réputée contradictoire, et en premier ressort,

Étendons les opérations d'expertise judiciaire confiées à Monsieur l'Expert Jean-François BENOIT par ordonnance de référé du 06 mai 2020 dans le litige opposant initialement la SNC KLEPIERRE ECHIROLLES et l'établissement public GRENOBLE ALPES METROPOLE, la COMMUNE D'ECHIROLLES, la SAS EGIS, l'association AFUL de l'ensemble Immobilier Grand Place, la société Immobilière CARREFOUR, la société CARMILA FRANCE et la COMMUNE DE GRENOBLE (n° RG 20/309), à l'EURL TECHNI3D, la SARL L35 ARCHITECTES, la SAS BETEM LANGUEDOC ROUSSILLON, la SA SCYNA 4, la SARL ARCORA, la SAS IBSE INGENIERIE, l'EURL Mi2S INGENIERIE, la SAS SXD, la SA ORANGE, la SA Société Française de Radiotéléphone, la SA ENEDIS, la SA EAUX DE GRENOBLE ALPES, la SEMITAG, la Société d'Économie Mixte LA COMPAGNIE DE CHAUFFAGE INTERCOMMUNALE DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE, la SAS DAUPHINE ISOLATION ENVIRONNEMENT et l'EURL BAJAT DECONSTRUCTION

Disons que les opérations d'expertise seront poursuivies par Monsieur Jean-François BENOIT au contradictoire de l'EURL TECHNI3D, la SARL L35 ARCHITECTES, la SAS BETEM LANGUEDOC ROUSSILLON, la SA SCYNA 4, la SARL ARCORA, la SAS IBSE INGENIERIE, l'EURL Mi2S INGENIERIE, la SAS SXD, la SA ORANGE, la SA Société Française de Radiotéléphone, la SA ENEDIS, la SA EAUX DE GRENOBLE ALPES, la SEMITAG, la Société d'Économie Mixte LA COMPAGNIE DE CHAUFFAGE INTERCOMMUNALE DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE, la SAS DAUPHINE ISOLATION ENVIRONNEMENT et l'EURL BAJAT DECONSTRUCTION et leurs seront opposables;

Disons qu'il appartiendra à l'Expert de rendre ses précédentes opérations contradictoires à l'égard de l'EURL TECHNI3D, la SARL L35 ARCHITECTES, la SAS BETEM LANGUEDOC ROUSSILLON, la SA SCYNA 4, la SARL ARCORA, la SAS IBSE INGENIERIE, l'EURL Mi2S INGENIERIE, la SAS SXD, la SA ORANGE, la SA Société Française de Radiotéléphone, la SA ENEDIS, la SA EAUX DE GRENOBLE ALPES, la SEMITAG, la Société d'Économie Mixte LA COMPAGNIE DE CHAUFFAGE INTERCOMMUNALE DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE, la SAS DAUPHINE ISOLATION ENVIRONNEMENT et l'EURL BAJAT DECONSTRUCTION en leur communiquant ses premiers accédits ;

Fixons à TROIS MILLE CINQ CENT EUROS (3.500,00 €), le montant de la somme à consigner par la SNC KLEPIERRE ECHIROLLES **avant le 15 décembre 2020** à la régie d'avances et de recettes du Tribunal judiciaire de GRENOBLE (38) et dit qu'à défaut de consignation dans le délai et selon les modalités ci-dessus mentionnées, et sauf prorogation de délai sollicitée en temps utile, l'extension de la mesure d'expertise sera caduque ;

Laissons les dépens à la charge de la SNC KLEPIERRE ECHIROLLES.

LE GREFFIER

Florine PERRIN

LE PRESIDENT

Jean-Yves DURAND

En conséquence, LA REPUBLIQUE FRANÇAISE mande et ordonne
à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent à exécution,
aux procureurs généraux et aux Procureurs de la République
d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique
de prêter main-forte lorsqu'ils seront légalement requis.
Pour copie exécutoire certifiée conforme en 6 pages.
Delivré par le directeur des services de greffe judiciaires du Tribunal
judiciaire de Grenoble le 04/11/20
Le Directeur des services de greffe judiciaires

